

BRÈVES ÉCONOMIQUES Nigeria & Ghana

Une publication du SER d'Abuja
Semaine du 17 juin 2024

Nous rappelons à notre cher lectorat que le Service économique régional d'Abuja publie régulièrement sur l'actualité économique franco-nigériane et sur ses activités dans le pays à travers sa [page LinkedIn](#). Il en est de même pour le Service économique d'Accra, sur [LinkedIn](#).

LE CHIFFRE A RETENIR

3 Md USD

C'est le montant du nouvel accord de financement entre le Nigéria et Afreximbank pour favoriser l'industrialisation du pays.

Nigéria :

L'inflation au Nigéria atteint en mai un taux record mais semble se rapprocher de son pic ; Le gouvernement fédéral demande une prolongation de 18 mois du prêt palliatif de 800 millions de dollars contracté auprès de la Banque Mondiale ; TotalEnergies et NNPC s'associent dans l'exploitation du gaz ; SFI et Proparco investissent 41 M USD pour soutenir l'expansion de WIOCC en Afrique.

Ghana :

La Banque mondiale approuve 260 M USD d'aide pour le secteur de l'énergie au Ghana ; Les rendements des

Nigeria

L'inflation au Nigéria atteint en mai un taux record mais semble se rapprocher de son pic

En dépit des efforts continus de la banque centrale pour l'endiguer, [l'inflation atteint désormais son niveau le plus haut depuis 30 ans](#) pour le mois de mai 2024. Selon les [derniers chiffres publiés par le Bureau nigérian des statistiques \(NBS\)](#), l'inflation globale s'établit à 33,95 % pour mai, soit une hausse de 0,3 point depuis le mois d'avril et une augmentation de 11,5 points en glissement annuel. Le prix des denrées alimentaires continue d'être le moteur principal de la flambée des prix, avec une inflation alimentaire chiffrée à 40,7 % en mai et qui grimpe de 0,2 point depuis avril. L'inflation sous-jacente a elle aussi poursuivi sa trajectoire ascendante, se hissant à 27 % pour le mois de mai comparé à 26,8 % pour le mois précédent.

Si la hausse des prix demeure donc l'une des préoccupations majeures pour l'économie nigériane, **son accélération semble se rapprocher du pic**. En effet, la variation mensuelle de l'inflation est de 2,1 %, soit 0,2 point de moins que le mois précédent. Cette tendance positive est également observable pour l'inflation alimentaire et l'inflation sous-jacente, dont l'évolution mensuelle affiche également une baisse d'environ 0,2 point par rapport à avril pour atteindre 2,3 % et 2 % respectivement en mai. **Cette trajectoire positive pourrait être renforcée avec la stabilisation progressive du naira ainsi que des initiatives gouvernementales pour lutter contre la montée des prix**. En effet, des mesures de réduction des tarifs douaniers sur certains produits, dont des biens alimentaires et pharmaceutiques, actuellement en discussion au sein du gouvernement pourraient contribuer à réduire l'inflation importée. Le Nigéria a également reçu, la semaine dernière, l'accord pour un financement à hauteur de 2,25 Md USD de la Banque Mondiale dont une partie servirait à atténuer l'effet du choc inflationniste sur les populations les plus vulnérables.

Le gouvernement fédéral demande une prolongation de 18 mois du prêt palliatif de 800 millions de dollars contracté auprès de la Banque Mondiale

Le gouvernement nigérian a sollicité la Banque Mondiale pour [une restructuration du projet NASSP-SU](#), National Social Safety Net Program Scale-Up project, un projet visant à développer une aide

sociale aux segments les plus vulnérables de la population face aux effets inflationnistes des réformes macroéconomiques entamées. Initialement approuvé en décembre 2021 pour un début effectif en janvier 2023, ce programme a pu bénéficier à 30 millions de Nigériens qui ont été couverts par des programmes offrant des filets de sécurité sociale, et 3 millions de ménages pauvres qui ont reçu des transferts monétaires réactifs aux chocs économiques, pour résister à la hausse des prix.

Cependant, seulement 315 M USD (39 %) du montant a été alloué, avec un arrêt des décaissements suite à des enquêtes sur des malversations présumées dans la gestion du projet par le ministère des Affaires humanitaires et de la Lutte contre la pauvreté. Ainsi, le gouvernement souhaite par cette restructuration repousser la date limite du programme de juin 2024 à décembre 2025 et transférer sa tutelle au ministère des Finances. **L'inflation galopante a été mise en avant comme raison principale pour l'extension du programme, qui devrait permettre au gouvernement de rétablir son programme de transferts monétaires mensuels aux populations les plus appauvries.**

TotalEnergies et NNPC s'associent dans l'exploitation du gaz

[La NNPC et TotalEnergies, vont investir 550 M USD pour développer des installations gazières dans l'État de Rivers.](#) Le projet d'investissement comprendra le développement d'une usine de traitement du gaz ainsi que la construction d'un vaste réseau de gazoducs traversant la région du delta du Niger. L'installation de traitement du gaz sera construite sur le champ gazier terrestre d'Ubeta (OML 58), propriété conjointe de Total et de la NNPC, et fournira 350 millions de pieds cubes standard de gaz par jour, principalement destinés au marché intérieur et à l'augmentation de la capacité opérationnelle du train 7 de NLNG, consortium réunissant NNPC, Shell, Total et Eni. Le projet représente une étape importante dans l'amélioration de la sécurité énergétique. En mars 2024, le président Bola Ahmed Tinubu a signé trois décrets réformant la fiscalité, les procédures et délais de passation de marché, et le contenu local dans le secteur pétro-gazier qui visent à favoriser les investissements dans le secteur.

Le Nigéria, qui détient les plus grandes réserves de gaz naturel d'Afrique, soit plus de 200 000 milliards de pieds cubes, brûle actuellement la quasi-totalité du gaz de ses champs pétroliers, à cause de l'insuffisance des infrastructures de traitement du pays et des contraintes de capitaux.

SFI et Proparco investissent 41 M USD pour soutenir l'expansion de WIOCC en Afrique

[La Société Financière Internationale \(SFI\) et Proparco, filiale de l'Agence Française de Développement \(AFD\), ont annoncé un](#)

[financement total de 41 M USD pour WIOCC, une société d'infrastructures.](#) Ce financement sera utilisé pour développer les centres de données principaux et secondaires en République Démocratique du Congo, au Nigéria et en Afrique du Sud, ainsi que pour poursuivre le déploiement des réseaux terrestres en fibre optique de la société. Le financement inclut un prêt de 10 M USD et un autre de 200 M de rands sud-africains (11 M USD), accordés par la SFI. **Proparco contribue avec un prêt de 20 M USD.**

WIOCC vise à créer un écosystème numérique interconnecté et à accès ouvert, répondant aux besoins futurs de ses clients sur le continent africain. Via sa filiale OADC, WIOCC exploite déjà six centres de données de base et plus de 30 centres de données Edge en Afrique du Sud. La société revendique également la gestion de 200 000 km de systèmes de fibre sous-marine et 75 000 km de fibre terrestre.

Ghana

La Banque mondiale approuve 260 M USD d'aide pour le secteur de l'énergie au Ghana

[La Banque mondiale a approuvé un crédit de 250 M USD de l'Association internationale de développement \(IDA\) et un don supplémentaire de 10 M USD au Programme d'assistance à la gestion du secteur de l'énergie](#) (ESRP) pour soutenir le Ghana dans son programme de relance du secteur énergétique sur 4 ans. Ce programme vise notamment à améliorer la viabilité financière de la distribution d'électricité et à étendre l'accès à des solutions de cuisson propre.

Selon le communiqué du ministère des Finances, ce financement, directement alloué aux services publics du secteur de l'énergie, permettra de mettre en œuvre des programmes d'investissement et de compléter les réformes réglementaires et politiques soutenues par le programme FMI. Le programme inclut également des initiatives pour promouvoir l'accès au gaz de pétrole liquéfié domestique et commercial, en offrant des incitations directes pour subventionner les poêles et les accessoires. De plus, l'opération vise à renforcer la collecte des recettes et à améliorer la qualité de l'approvisionnement en énergie grâce à des investissements dans les compteurs prépayés et dans les systèmes commerciaux et de gestion des compteurs des services publics de distribution.

Le ministre des Finances, Dr Mohammed Amin Adam, a salué ce soutien crucial pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier en matière d'énergie propre et d'accès abordable (ODD 7).

Les rendements des Bons du Trésor de court terme diminuent dans un contexte financier toujours très tendu

Les taux d'intérêt des Bons du trésor (Treasury Bill) ont diminué, en ligne avec la baisse de 190 points de l'inflation en mai 2024 à 23,1%.

Le rendement des bons à 91 jours s'établit désormais à 24,85 % contre 25,03 % la semaine précédente, celui des 182 jours a également baissé de 9,0 points de base (pdb) à 26,82 %. Enfin, les bons à 182 jours ont également baissé à 27,81 % contre 27,92 % précédemment.

Le gouvernement a levé un total de 4,83 Md GHS (320 M USD), légèrement en dessous de l'objectif de 4,9 Md GHS. Les bons à 91 jours ont représenté la majorité des offres (77,9%), soit environ 3,76 Md GHS (250 M USD). Les bons à 182 jours ont quant à eux généré 924 M GHS (61 M USD) et les bons à 364 jours un montant de 142 M GHS (9,4 M USD).

Depuis le début de l'année 2024, les rendements des bons du Trésor ont enregistré des baisses de 438 pdb, 507 pdb et 467 pdb respectivement pour les échéances à 91 jours, 182 jours et 364 jours. Les coûts d'emprunt à court terme du gouvernement devraient diminuer au second semestre, en ligne avec une prévision de baisse de l'inflation d'ici la fin de l'année.

Les bons du Trésor sont une source cruciale de financement pour le gouvernement depuis qu'il a perdu l'accès aux marchés financiers internationaux en 2021, et ce jusqu'à la fin du programme FMI en 2026. Après avoir atteint un pic à 3400 points de base en 2023, le spread souverain (Eurobonds) du Ghana a diminué depuis le début de l'année 2024 et s'élève désormais à environ 2200 points de base, marquant une amélioration sensible bien qu'insuffisante de la situation financière du pays.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique d'Abuja

mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Abuja, Antenne à Lagos, SE d'Accra

Abonnez-vous : mohamed.elguindi@dgtresor.gouv.fr